

La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité

DOSSIER DE PRESSE

- ① Pourquoi ce titre ?
- ② Sommaire et avant-propos du rapport
- ③ Résumé du rapport
- ④ Le rapport en 10 questions – réponses
- ⑤ La mission d'information : *composition & activités*
- ⑥ Données de base sur l'énergie dans le monde
- ⑦ Communiqué de presse – Contacts

1

« La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité »

POURQUOI CE TITRE ?

L'histoire de l'énergie est une histoire violente, ponctuée par les tensions entre les compagnies pétrolières ou gazières et les Etats, par les guerres économiques ou militaires entre les pays, par les crises ou les conflits territoriaux entre les populations. Les questions énergétiques font surgir des revendications territoriales, apparaître de nouveaux rapports de force, justifient des alliances ou des coopérations. Elles pèsent souvent d'un poids décisif dans la définition de l'ordre du monde.

Or nous connaissons actuellement une crise de l'énergie qui est sans précédent. Elle est mondiale - tous les pays sont affectés -, elle est globale - nos modes de vie et notre environnement sont concernés -, elle est durable - la modification de la situation ne peut s'opérer qu'à long terme.

Pour cet ensemble de raisons, cette crise est porteuse de fortes tensions et de risques de conflits internationaux, qui conduisent à se demander : la guerre de l'énergie aura-t-elle lieu ?

A cette question, la mission parlementaire répond, de façon étayée, par la négative : la guerre de l'énergie n'aura pas lieu... à certaines conditions. Il n'existe en effet pas de fatalité énergétique, mais seulement deux camps : ceux qui se résignent et ceux qui croient au volontarisme politique. C'est dans cette perspective que la mission a élaboré son plan d'action pour la contribution de la France à la paix énergétique.

Ce plan comporte neuf propositions destinées à éviter que la crise énergétique durable dans laquelle le monde est entré ne dégénère en guerre de l'énergie et à construire un ordre énergétique plus juste.

2

ENERGIE & GEOPOLITIQUE

La Guerre de l'énergie n'est pas une fatalité

SOMMAIRE

et avant-propos du rapport

Introduction *La fin de l'insouciance énergétique*

Chapitre I^{er} **La crise énergétique : une prise de conscience nécessaire**

- I. La crise de l'énergie : la nouvelle donne énergétique
- II. La sécurité énergétique internationale est-elle durablement menacée ?
- III. Les multinationales sont-elles les « maîtres » de l'énergie ?

Chapitre II **La crise énergétique : une crise planétaire**

- I. Le Moyen-Orient : des États fragiles peuvent-ils rester les fournisseurs du monde ?
- II. La Russie : producteur puissant ou partenaire fiable ?
- III. L'Amérique du Sud : une nouvelle arme politique, l'énergie
- IV. L'Asie : des besoins gigantesques, des stratégies concurrentes
- V. L'Afrique : un continent enfin stratégique ?
- VI. Les États-Unis resteront-ils le gendarme énergétique du monde ?
- VII. L'Union européenne : priorité à l'énergie

Chapitre III **Contre la fatalité énergétique : une réponse politique globale**

Chapitre IV **Plan d'action pour la contribution de la France à la « Paix énergétique »**

- I. Renforcer la crédibilité de l'Union européenne
 - 1. *Conclure un pacte européen de convergence énergétique*
 - 2. *Engager un partenariat énergétique entre l'Union européenne et la Russie*
- II. Mieux répondre à l'impératif climatique
 - 3. *Élargir le processus de Kyoto après 2012*
 - 4. *Faire de la France un exemple de transition énergétique réussie*
- III. Définir les nouvelles règles internationales du jeu énergétique
 - 5. *Une conférence internationale sur l'énergie avant chaque réunion du G8*
 - 6. *Créer des consortiums internationaux pour l'enrichissement et le retraitement*
 - 7. *Renforcer la sécurité des « détroits d'intérêt mondial »*
- IV. Réduire la fracture énergétique Nord / Sud
 - 8. *Un fonds de stabilisation contre les chocs énergétiques*
 - 9. *Une contribution de solidarité pour l'accès à l'énergie*

Annexes

AVANT-PROPOS

La fin de l'insouciance énergétique

La Commission des Affaires étrangères a décidé en février 2006 la création d'une mission d'information, composée de seize de ses membres, afin d'analyser la crise de l'énergie sous l'angle de la géopolitique et de présenter une série de propositions susceptibles d'atténuer les tensions et de prévenir les conflits internationaux latents liés à la question de l'énergie.

Chacun sait que le charbon, le gaz ou le pétrole ne sont pas des biens comme les autres. Au sujet du pétrole, Edgar Faure disait qu'il s'agit non pas d'un « simple article d'épicerie » mais d'un « article de politique internationale » André Giraud, pour sa part, considérait que « le pétrole est une matière première à forte valeur de défense, diplomatique, fiscale dans une moindre mesure, accessoirement énergétique »

L'histoire de l'énergie est une histoire violente, ponctuée par les tensions entre les compagnies pétrolières ou gazières et les Etats, par les guerres économiques ou militaires entre les pays, par les crises ou les conflits territoriaux entre les populations. Les questions énergétiques font surgir des revendications territoriales, apparaître de nouveaux rapports de force, justifient des alliances ou des coopérations. Elles pèsent souvent d'un poids décisif dans la définition de l'ordre du monde.

La crise de l'énergie à laquelle notre planète est actuellement confrontée est sans précédent. Elle est mondiale – tous les pays sont affectés –, elle est globale – nos modes de vie et notre environnement sont concernés –, elle est durable – la modification de la situation ne peut s'opérer qu'à long terme. Pour cet ensemble de raisons, cette crise est porteuse de fortes tensions et de risques de conflits internationaux, qui conduisent à se demander : la guerre de l'énergie aura-t-elle lieu ?

C'est à cette question que la mission parlementaire s'est employée à répondre, pour conclure de façon étayée par la négative : la guerre de l'énergie n'aura pas lieu... à certaines conditions. Il n'existe en effet pas de fatalité énergétique, mais seulement deux camps : ceux qui se résignent et ceux qui croient au volontarisme politique.

En décidant d'engager une réflexion sur la question de l'énergie considérée sous l'angle international, la mission entend d'abord démontrer le caractère global et durable de cette crise, dont les conséquences sont multiples et graves, **sur le plan du climat et de l'environnement** – nous en mesurons un peu plus les effets désastreux chaque année – **sur le plan économique** – nous savons à quel point nos modes de vie sont dépendants de la consommation d'énergie –, **sur le plan politique** – l'actualité récente a démontré l'utilisation que certains Etats entendent faire de l'arme énergétique.

Il est nécessaire et urgent de prendre conscience que la situation a profondément changé. **L'heure de la fin de l'insouciance énergétique a sonné.** La crise que nous connaissons marque en effet la fin d'une période d'inconscience généralisée, qui a duré près d'une vingtaine d'années, au cours desquelles la croissance non maîtrisée de la consommation d'énergie a entraîné des désordres climatiques et la dégradation accélérée de notre environnement.

Cette surconsommation énergétique à bas prix est allée de pair avec la mondialisation de l'économie et la libéralisation des échanges, sur laquelle s'est notamment fondé le décollage économique de puissances émergentes telles que la Chine, l'Inde ou le Brésil.

Nous mesurons aujourd'hui, avec ce qui est devenu une crise de la demande d'énergie, le caractère insoutenable de ce rythme de consommation et d'exploitation des richesses énergétiques. Comme l'a fait observer M. Dominique Maillard devant la mission : « l'humanité exploite intensivement depuis un siècle et demi des matières fossiles qui se sont constituées en 300 millions d'années...cette exploitation peut encore durer 150 ans, il est clair qu'une telle consommation n'est pas « soutenable » à long terme... Un changement sera nécessaire car, en d'autres termes, l'homme aura épuisé en 300 ans ce que la nature aura mis 300 millions d'années à produire ».

Au temps de l'insouciance succède désormais **le temps des inquiétudes**, qui a conduit la mission à s'interroger sur la notion de sécurité énergétique internationale et sur la définition et le sens qu'il convient de donner à cet objectif. Que faut-il sécuriser : le niveau des approvisionnements, la garantie d'un accès au marché, la stabilité des prix, les réseaux de transports ? On voit à travers ces conceptions multiples que les pays producteurs n'ont pas les mêmes priorités ni les mêmes intérêts que les pays consommateurs qui, eux-mêmes, ne répondent pas de la même façon selon qu'ils sont riches ou pauvres, entièrement dépendants ou non de l'extérieur sur le plan énergétique.

Si chaque pays conserve sa propre définition de sa sécurité énergétique, il apparaît néanmoins qu'aucune solution n'est viable à long terme si elle ne tient pas compte de l'interdépendance de tous les acteurs. La mission considère en effet que, dans un monde ouvert où l'interdépendance est un état de fait, la sécurité énergétique ne peut être réalisée à travers la seule recherche de l'indépendance énergétique. Jamais l'Europe, les Etats-Unis ou le Japon ne seront dans cette situation. Il faut donc définir d'autres priorités et s'employer à réduire entre les Etats les risques de conflits, de tensions et d'instabilité liés à l'énergie. **Energie et géopolitique sont intimement liées.**

Le secteur de l'énergie, en raison de son caractère vital pour les économies, reste toujours marqué par l'exercice de la souveraineté des Etats. A cet égard, il est frappant de constater que les grandes compagnies multinationales, qui incarnent la mondialisation et l'effacement des Etats, ne sont pas, dans le domaine de l'énergie, les véritables maîtres du jeu. La toute puissance revient en fait aux compagnies nationales. Cet aspect, que le rapport a permis de mettre en lumière, vient opportunément rappeler que les questions énergétiques relèvent des relations interétatiques.

De ce double enseignement, d'une part **l'interdépendance des intérêts des Etats** en matière d'énergie – même si chacun d'eux est confronté à une équation énergétique particulière, comme le montre l'approche géographique du rapport, d'autre part **la nécessité de répondre de façon collective** à la menace commune que constitue le changement climatique, la mission tire la conclusion qu'il est possible de prévenir les risques de conflits et d'empêcher les affrontements.

Cette « paix énergétique » reste à construire. Le plan d'action proposé par la mission en conclusion de ses travaux doit se comprendre comme un **ensemble**

de mesures à engager simultanément pour parvenir à terme à cet objectif de stabilisation des équilibres politiques sur la question de l'énergie.

La mission a travaillé pendant dix mois, au cours desquels elle a auditionné **vingt-trois personnalités**. Parmi celles-ci, les plus hauts dirigeants d'entreprises du secteur français de l'énergie ont ainsi été entendus, comme ceux de GDF, EDF, Areva ou Total. Des chercheurs, ainsi que différents responsables de hautes institutions ou d'instituts de recherche tels que l'Institut français du pétrole (IFP), l'Institut français des relations internationales (IFRI), le Centre de géopolitique et énergie de l'Université Paris-Dauphine, l'Agence internationale de l'Énergie (AIE) ou le laboratoire d'études politiques et cartographiques (LEPAC) sont également intervenus à la demande de la mission. Leurs analyses et leurs contributions ont été particulièrement précieuses. Les ministères concernés de l'Économie et des Finances, des Affaires étrangères ou de l'Industrie ont également été consultés. En répondant aux nombreuses questions qui leur ont été adressées, ils ont permis aux membres de la mission parlementaire de disposer de sources d'informations variées, qui ont pu être confrontées et utilisées pour établir le bilan de la situation énergétique dans le monde

Par ailleurs, **232 personnes** ont été interrogées au cours des déplacements à l'étranger que certains des membres de la mission ont effectués dans **quatorze pays**, ce qui a permis de présenter les termes dans lesquels se pose la question de l'énergie par Etat ou par région. Ces rencontres n'auraient pas été possibles sans l'aide et le concours des membres de nos ambassades. Cette approche géographique, envisagée de façon dynamique, constitue, en effet, une des originalités de ce travail. Elle met en évidence, dans le contexte économique et international propre à chacune des zones étudiées, les aspects politiques que revêt la question de l'énergie envisagée comme un aspect de la politique internationale

Mais cette étude aurait été incomplète si elle ne s'était pas aussi appuyée sur les recherches menées dans le cadre du master de géopolitique Paris I-ENS.

Que tous ceux qui ont contribué par leurs travaux, leurs interventions ou leurs analyses à la réalisation de ce rapport trouvent ici l'expression de nos sincères remerciements.

Mission parlementaire d'information
de la commission des Affaires étrangères
« Energie et géopolitique »

La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité

RÉSUMÉ DU RAPPORT

Nous savons depuis fort longtemps que le pétrole n'est pas un « simple produit d'épicerie » mais un « produit de politique internationale ». L'histoire du pétrole et, de façon plus générale, l'histoire de l'énergie est une histoire violente, ponctuée par des guerres entre les Etats ou des conflits de territoires au sein d'un même pays.

L'histoire de l'énergie est celle des rapports de force en raison de la dépendance totale des économies vis-à-vis de ce secteur hautement stratégique. L'histoire de l'énergie, c'est l'histoire des crises de l'énergie.

Nous sommes aujourd'hui confrontés à une crise particulièrement préoccupante, durable et globale, qui ne peut trouver de solution que sur un plan mondial à un niveau politique.

La consommation d'énergie telle qu'elle se présente aujourd'hui avec une place prédominante des énergies fossiles - pétrole, charbon, gaz - ne peut continuer à se maintenir au même rythme. Les experts estiment « *qu'au rythme de consommation actuel, les réserves exploitables ne correspondraient plus qu'à une quarantaine d'années de consommation pour le pétrole, à une soixantaine d'années pour le gaz naturel et à environ 230 ans pour le charbon* ».

Même si la notion de réserves peut faire l'objet d'évaluations variables (découverte ou exploitation de nouveaux gisements, nouvelles techniques d'extraction...), inéluctablement les réserves s'épuisent.

Ces ressources fossiles sont de surcroît géographiquement concentrées dans un nombre limité de pays, souvent peu stables sur le plan politique et au fonctionnement peu démocratique, ce qui compromet la sécurité des approvisionnements ainsi que la stabilité des prix. La variation des prix de l'énergie entraîne par ailleurs une très grande inégalité d'accès à l'énergie entre pays pauvres et pays riches. On peut véritablement parler de fracture énergétique lorsqu'on sait qu'actuellement dans le monde, 1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'énergie de base qui leur permettrait de vivre dignement.

A cette situation très violemment contrastée - *là où les Etats-Unis consomment 25 barils de pétrole par personne par an, les Européens en consomment 12, les Chinois 2 et les Indiens un seul* - s'oppose une réalité qui concerne tout le monde, celle du dérèglement climatique résultant des émissions de carbone dues à la surconsommation énergétique telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui.

La problématique est donc la suivante :

1. Comment garantir, en préservant l'environnement, une sécurité énergétique qui assure le développement des pays émergents, le maintien de la croissance et du niveau de vie des pays développés, la garantie d'accès à l'énergie des Etats les plus pauvres ?

2. Comment cette sécurité énergétique peut-elle être obtenue dans un contexte international fortement concurrentiel et conflictuel où chaque Etat ou groupe de pays poursuit ses objectifs propres ?

3. Comment concilier la mondialisation du marché de l'énergie – mondialisation des investissements, mondialisation des transports et des voies d'accès, mondialisation des prix, etc. – avec la réaffirmation de la souveraineté des Etats, qui n'entendent pas renoncer à l'exercer sur ce secteur hautement stratégique ?

N'oublions pas en effet que les réserves d'hydrocarbures sont principalement aux mains des compagnies nationales des pays producteurs. Par exemple, alors que la NIOC (Iran) et la Saudi Aramco (Arabie saoudite) détiennent chacune en réserves prouvées plus de 370 milliards de barils équivalents pétrole (BEP), la première compagnie privée Exxon Mobil n'affiche que 22,5 milliards de barils équivalents pétrole et se classe au 14^{ème} rang mondial des réserves.

L'analyse géographique de la situation énergétique à laquelle la mission d'information a procédé révèle les différentes équations que les principaux acteurs ont à résoudre en matière énergétique.

Cette analyse géographique de la situation révèle un état de fait : l'interdépendance des Etats et un double impératif : d'une part, la diversification de l'offre énergétique pour répondre au problème de l'épuisement des réserves et de la dégradation de l'environnement ; d'autre part la définition de nouvelles règles du jeu au niveau international pour prévenir les conflits et établir la « paix énergétique ».

Il est apparu à la mission au terme de cette étude qu'il **n'y avait pas de fatalité énergétique** – il nous faudra modifier nos comportements, développer des énergies de substitution,... – et que **la sécurité énergétique** ne doit pas être exclusivement recherchée dans la réalisation d'un objectif national d'indépendance énergétique.

En effet, jamais les Etats-Unis, l'Europe ou le Japon ne seront indépendants sur le plan énergétique. Dès lors, comme le soulignait en 2000, le livre vert de la Commission européenne, « la sécurité énergétique ne vise pas à maximiser l'autonomie énergétique de l'Europe ou à minimiser la dépendance mais à réduire les risques liés à celle-ci ».

C'est à cette condition que la sécurité énergétique internationale ne sera pas durablement menacée.

Il convient cependant de ne pas se limiter à cet objectif de sécurité énergétique et de contribuer à l'apaisement des tensions et à la prévention des risques liés à l'énergie.

C'est dans cette perspective que la mission d'information propose un **plan d'action** qui doit se comprendre comme un ensemble de neuf propositions qui concourent les unes et les autres à la réalisation de la « paix énergétique ».

LE MOYEN-ORIENT :

DES ÉTATS POLITIQUEMENT FRAGILES PEUVENT-ILS RESTER LES FOURNISSEURS DU MONDE ?

Repères

En 2004, le Moyen-Orient possédait près des deux tiers des réserves mondiales prouvées de pétrole et 40 % des réserves de gaz naturel. Mais il assure seulement 30 % de la production mondiale de pétrole et 10 % de celle de gaz naturel.

La consommation d'énergie y est encore faible (6 % du pétrole et 8 % du gaz consommé dans le monde), mais elle augmente rapidement.

Les spécialistes prévoient une **reconcentration de l'offre pétrolière sur le Moyen-Orient** au cours des prochaines années, qui devrait porter sa part dans la production de moins de 30 % en 2003 à plus de 48 % en 2020. Mais il n'est pas certain que les pays de la région, fragilisés par leur dépendance à la rente pétrolière et qui investissent peu dans le secteur pétrolier, soient en mesure d'augmenter leur production et leurs exportations à la hauteur de l'évolution de la demande mondiale. L'**instabilité de la région** accentue encore cette incertitude : la production irakienne ne pourra retrouver son niveau de 1989 avant que la sécurité du pays soit rétablie et la production iranienne va décliner si d'importants investissements ne sont pas réalisés, lesquels sont notamment menacés par le dossier nucléaire.

La part du Moyen-Orient dans les exportations de gaz naturel (5,6 %) est faible par rapport aux réserves que la région possède (40 %) et il est peu probable qu'elle augmente très significativement au cours de prochaines années. Plus encore que pour le pétrole, la région souffre d'un **sous-investissement** dans le secteur gazier, tandis que la croissance de la demande interne à chaque pays producteur réduit considérablement les volumes disponibles pour l'exportation. Les grands espoirs placés par les pays consommateurs dans des pays comme l'Iran (qui abrite 18 % des réserves mondiales de gaz) risquent, au moins à court terme, d'être déçus.

LA RUSSIE

PRODUCTEUR PUISSANT OU PARTENAIRE FIABLE ?

Repères

La Russie détient 30 % des réserves mondiales de gaz (48 trillions de mètres cubes), 6 % des réserves mondiales de pétrole (74,4 milliards de barils), 20 % des réserves mondiales de charbon et 14 % des réserves mondiales d'uranium.

Premier exportateur mondial d'énergie (pétrole, gaz, électricité), la Russie est le troisième plus gros producteur de pétrole dans le monde, après l'Arabie Saoudite et les États-Unis, et le deuxième plus grand exportateur de pétrole et de produits pétroliers, ainsi que le plus gros producteur et exportateur de gaz naturel.

La Russie contrôle les plus importantes réserves de gaz naturel de la planète et constitue le premier producteur de gaz au monde. Elle détient en outre 13 % des réserves de pétrole. En 2030, les membres européens de l'OCDE importeront deux tiers de leur gaz de Russie, contre un tiers aujourd'hui. Pour les vingt-cinq membres de l'UE, la dépendance vis-à-vis des importations de gaz passera de 50 à 80 %.

Cependant, la Russie a besoin de la communauté internationale pour valoriser son patrimoine énergétique, condition de sa stabilité intérieure. En effet, sans modernisation de ses infrastructures, le pays « pourrait devenir importateur de produits pétroliers dès 2009 » selon le patron du pétrolier russe Loukoil. D'après l'Agence internationale de l'énergie, la Russie devrait consentir un minimum de 11 milliards de dollars par an d'investissements dans le secteur gazier pour satisfaire ses futurs engagements intérieurs et internationaux.

En d'autres termes, **la Russie restera un producteur puissant si elle est un partenaire fiable**, capable d'offrir les garanties suffisantes pour y investir, condition nécessaire, à terme, d'une mise en valeur responsable du patrimoine énergétique russe.

L'AMÉRIQUE DU SUD

L'ÉNERGIE EST-ELLE LA NOUVELLE ARME POLITICO-DIPLOMATIQUE ?

Repères

En 2005, l'Amérique du Sud a produit 9 % de l'énergie mondiale ; elle en a consommé 6,7 % avec 8 % de la population mondiale. Le sous-continent possède 8,9 % des réserves pétrolières conventionnelles mondiales. 64,6 % de ces réserves sont concentrées au Venezuela (hors pétroles non-conventionnels) et 19 % au Mexique. L'Amérique du Sud représente 15 % de la production pétrolière mondiale et ne consomme que 8,5 % du total mondial.

S'agissant du gaz naturel, l'Amérique du Sud possède 4,5 % des réserves mondiales, dont 2,5 % pour le Venezuela et 0,9 % pour la Bolivie. Le sous-continent produit 7,5 % du total mondial et en consomme 6,8 %.

En ce qui concerne l'hydroélectricité, l'Amérique du Sud dispose d'un potentiel encore très largement sous-exploité.

Le processus de nationalisation des hydrocarbures engagé en Bolivie et au Venezuela crée les conditions d'une **instrumentalisation politique des ressources énergétiques**.

Les conséquences en sont cependant potentiellement redoutables pour les pays concernés. En 2005, en Bolivie, l'investissement dans ce secteur a enregistré un repli de 400% ; la chute atteint même 830% pour les activités d'exploration. D'ores et déjà, au Venezuela, la production pétrolière connaît **une diminution sensible ces dernières années** : 2,53 millions de barils / jour en 2005 contre 3,2 millions de barils / jour en 1998.

Il est à craindre que l'instrumentalisation politique de l'énergie ne finisse par se retourner contre ses auteurs. En effet, utiliser l'énergie comme arme de chantage peut entraîner une double riposte de la part des pays développés : financière et commerciale, en limitant l'aide aux pays qui utilisent ce chantage énergétique ; industrielle, en poussant les pays consommateurs du Nord à retrouver des marges de manœuvre en investissant massivement dans des sources d'énergie qui ne dépendront plus des pays producteurs du Sud.

L'ASIE
*DES BESOINS GIGANTESQUES,
DES STRATÉGIES CONCURRENTES ?*

Repères

Grâce à sa forte croissance économique, l'Asie est désormais la première zone consommatrice d'énergie, avec près d'un tiers de la consommation mondiale, contre un cinquième il y a vingt ans, alors qu'elle abrite plus de la moitié de la population.

La région dépend du reste du monde pour 60 % de son approvisionnement énergétique, la seule ressource présente sur place en abondance étant le charbon, qui continue à fournir les deux tiers de l'énergie consommée en Chine et plus de la moitié de celle qui est consommée en Inde, contre un quart au niveau mondial.

*Le constat : la **place prise par l'Asie** constitue le principal changement observé au cours de ces vingt dernières années dans le paysage énergétique mondial. Elle est désormais la première zone consommatrice d'énergie, avec près d'un tiers de la consommation mondiale, contre moins d'un cinquième en 1985. La Chine (en incluant Hong Kong), le Japon et l'Inde représentent à eux trois 73 % de la consommation totale de l'Extrême-Orient, qui importe les deux tiers de son pétrole, essentiellement en provenance du Moyen-Orient.*

Face à la **politique très active menée par la Chine** pour s'assurer, partout dans le monde, un accès aux ressources énergétiques nécessaires à la poursuite de sa forte croissance, **l'Inde et le Japon**, dont la satisfaction des besoins énergétiques dépendent fortement de l'étranger, appliquent une stratégie assez voisine, fondée, en interne, sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et le nucléaire, et, à l'international, sur la négociation d'accords avec les pays producteurs. C'est sur ce plan que la **concurrence chinoise** est très sensible et **ressentie comme menaçante**. La promotion de la coopération régionale pourrait être un moyen d'alléger cette tension, mais elle est encore balbutiante.

L'AFRIQUE UN CONTINENT ENFIN STRATÉGIQUE ?

Repères

L'Afrique représente aujourd'hui 10 % des réserves et 12 % de la production mondiale de pétrole ainsi que 8 % des réserves et 6 % de la production mondiale de gaz. Les principaux producteurs africains sont le Nigeria, l'Algérie, la Libye et l'Angola, le Golfe de Guinée apparaissant comme une zone d'avenir suscitant l'intérêt très vif des Etats-Unis et de la Chine.

Mais nombre de pays africains n'ont pas accès aux hydrocarbures : la biomasse représente les trois quarts de l'énergie primaire consommée. La consommation énergétique par habitant est extrêmement faible en Afrique : 0,5 tonne équivalent pétrole contre 4 tonnes en Europe et 8 tonnes aux Etats-Unis

L'Afrique détient près de 10 % des réserves prouvées et produit plus de 11% du pétrole mondial. Relativement proche de l'Amérique et facile d'accès, l'Afrique suscite aujourd'hui l'**intérêt des Etats-Unis** qui en ont fait une « zone d'intérêt vital » depuis 2002. Ils portent une attention toute particulière au Golfe de Guinée (ex. accord avec Sao Tomé et Príncipe pour la création d'un port capable d'accueillir les navires américains) qui représente aujourd'hui 15 % de leurs approvisionnements en pétrole. A un horizon proche, ils entendraient faire passer ce taux à 25 %.

Les Américains doivent cependant compter avec la **concurrence de la Chine**, qui s'implante tous azimuts sur le continent avec une prédilection pour les pays en rupture de ban comme le Soudan. Les sociétés d'Etats chinoises sont peu scrupuleuses en matière de transparence, de corruption ou d'environnement, et n'hésitent pas à conclure des contrats là où les compagnies occidentales ne peuvent ou ne souhaitent le faire.

Si la hausse des cours du pétrole a permis à de nombreux pays africains de bénéficier de rentrées financières inespérées, elle a conduit parallèlement à **faire sombrer d'autres États non producteurs de pétrole ou de gaz** (notamment en Afrique de l'Ouest), qui ne peuvent pratiquement compter que sur la biomasse pour faire fonctionner leur économie. En outre, ce que l'on appelle la « malédiction pétrolière » ou « *dutch disease* » frappe les pays pétroliers d'Afrique : répartition inégale des revenus, secteur public disproportionné, absence de diversification économique... Enfin, des **tensions** se font jour entre certains pays avec des litiges frontaliers (Gabon et Guinée équatoriale ; Nigeria et Cameroun).

LES ÉTATS-UNIS

L'AMÉRIQUE PEUT-ELLE RESTER LE GENDARME ÉNERGÉTIQUE DU MONDE ?

Repères

En 2004, les Etats-Unis étaient le plus gros producteur mondial d'énergie, talonnés par la Chine. Ils occupaient la première place en matière nucléaire, la deuxième pour la production de gaz et de charbon, la troisième pour le pétrole et la quatrième pour la production d'énergie d'origine hydroélectrique.

Les Etats-Unis sont le plus gros importateur et le premier pays pour la consommation d'énergie. Ils représentent 4,5 % de la population mondiale, 19 % de la production d'énergie internationale et 25 % de la consommation d'énergie dans le monde.

Les Etats-Unis sont **une puissance énergétique paradoxale**.

D'un côté, il s'agit d'une **puissance énergétique égoïste** qui défend un mode de consommation d'énergie extrêmement vorace, au détriment, notamment, des équilibres climatiques. Les Etats-Unis voient la crise énergétique actuelle avant tout comme un problème intérieur majeur, alors même qu'elle est globale et que, consommant 25 % de l'énergie mondiale alors qu'ils n'en produisent que 19 %, ils ont, à l'évidence, une politique énergétique nationale dont les incidences sont mondiales.

Ce modèle est certes en pleine évolution : le rôle de certains États, tels que la Californie, pourrait enclencher une dynamique vertueuse, alors même que même le Président Bush a dénoncé l'addiction de son pays au pétrole. L'approche y reste cependant économique : les prix, étant les seuls « juges de paix », pousseront, ou non, les Etats-Unis vers des sources d'énergie alternatives. Tel est le discours qui reste dominant.

Dans le même temps, artisans du marché pétrolier tel qu'il fonctionne actuellement, les Etats-Unis se présentent comme une **puissance énergétique magnanime**, garante de la fluidité des flux énergétiques internationaux. Il ne s'agit certes que de s'aider soi-même en aidant les autres, mais nul ne contestera le rôle essentiel des Etats-Unis pour assurer la sécurité physique des flux énergétiques, notamment au niveau des détroits. Au grand dam de la Chine par exemple, qui ne se satisfait pas de cette dépendance de fait...

L'UNION EUROPÉENNE
PRIORITÉ À L'ÉNERGIE

Repères

Avec près de 500 millions de consommateurs, l'Union européenne représente le deuxième marché de l'énergie au monde : 15 % de la consommation mondiale pour 6 % de la population de la planète. L'Union européenne absorbe 19 % du pétrole consommé dans le monde, 16 % du gaz naturel, 10 % du charbon et 35 % de l'uranium.

La **dépendance énergétique de l'Europe** va considérablement augmenter au cours des prochaines années. L'Europe doit donc limiter sa demande tout en élargissant son offre énergétique. Or l'Union européenne est un acteur fragmenté qui pèse peu sur les équilibres du marché énergétique mondial.

L'Union européenne est-elle prête pour une véritable politique commune de l'énergie, au-delà des questions de dérégulation ? L'Union est-elle en mesure de s'affranchir d'un certain nombre de tabous, notamment le recours à l'énergie nucléaire ?

Il semble pourtant exister un consensus européen sur les **objectifs** qui devraient être ceux d'une politique européenne de l'énergie : **la sécurité d'approvisionnement, le développement durable et le renforcement de la compétitivité industrielle.**

PLAN D'ACTION POUR LA CONTRIBUTION DE LA FRANCE À LA « PAIX ÉNERGÉTIQUE »

1. Conclure un Pacte européen de convergence énergétique

Alors que l'énergie a été au fondement de la construction européenne – avec les traités CECA et Euratom –, **l'Union européenne n'envisage les questions énergétiques que de façon incidente, essentiellement à travers le prisme du marché intérieur et de la politique de concurrence.** Dans une Europe élargie à 27 États membres, il serait illusoire de prôner la mise en place d'une politique commune uniforme de l'énergie, au même titre qu'il existe une politique agricole commune. **Il faut au contraire s'engager sur la voie d'une coopération intergouvernementale entre les États qui en manifestent la volonté politique,** sur le modèle des accords de Schengen pour la circulation des personnes. **Un pacte européen de convergence énergétique,** ouvert à tous les États membres, devrait ainsi être conclu autour de trois objectifs : la sécurité d'approvisionnement, la protection de l'environnement et le renforcement de la compétitivité.

2. Engager un partenariat énergétique entre l'Union européenne et la Russie

L'énormité des réserves gazières détenues par la Russie est un fait qui s'impose à tous les pays européens. La mission ne conclut pas pour autant, comme on le lit souvent, à la nécessité de tout accepter, quoi qu'il arrive, avec la Russie, sous prétexte que nous n'aurions pas le choix. Elle propose au contraire **la poursuite et l'approfondissement du dialogue énergétique avec la Russie, en vue de la conclusion d'un partenariat énergétique formalisé entre l'Union européenne et la Russie, qui prenne acte de l'interdépendance mutuelle entre les deux entités. Un tel partenariat ne remet nullement en cause le traité sur la charte de l'énergie de 1994, qui reste un outil essentiel pour la relation énergétique entre l'Union et la Russie et doit, pour cette raison, être rapidement ratifié par la Russie.**

3. Élargir le processus de Kyoto après 2012

Un récent rapport de l'économiste britannique, Nicholas Stern, met en garde contre les conséquences économiques et sociales du réchauffement climatique « qui seront plus grandes que celles des deux guerres mondiales et de la crise de 1929 ». Dans un contexte de croissance continue des émissions de gaz à effet de serre, « si le protocole de Kyoto a constitué un incroyable pas en avant, ce pas est tout à fait insuffisant » comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations unies.

Dans ce contexte, **un élargissement du processus de Kyoto à l'ensemble des pays, notamment les Etats-Unis, la Chine et les pays en voie de développement,** s'impose, à partir de 2012. La nécessité d'une mobilisation plus forte doit s'accompagner de la prise en compte, dans les mécanismes du protocole de Kyoto, de toutes les formes d'énergie, en particulier, de **l'énergie nucléaire.**

4. Faire de la France un exemple de transition réussie

La France est moins dépendante des énergies fossiles et émet moins de gaz à effet de serre que bon nombre de pays développés, grâce à des politiques d'économie d'énergie, de diversification des fournisseurs d'hydrocarbures, ainsi que de promotion du nucléaire et des énergies

renouvelables. **Il lui reste néanmoins encore des progrès à accomplir** pour réaliser la transition énergétique que la situation internationale rend indispensable.

Les propositions récemment formulées par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sont reprises par la Mission. Elles visent à faire de la **transition énergétique** une priorité nationale, à créer une fiscalité spécifique pour financer la transition, à encourager le développement des filières alternatives à la consommation d'hydrocarbures et à impliquer davantage les collectivités locales dans la lutte contre l'effet de serre.

5. Prévoir une conférence internationale sur l'énergie avant chaque réunion du G8

La nouvelle donne énergétique, marquée par une interdépendance croissante entre pays producteurs et pays consommateurs, vient renforcer la nécessité d'échanges sur les questions liées à l'énergie.

Face à la multiplication des rencontres et des enceintes, seules les réunions du G8 bénéficient d'une réelle visibilité. Afin de tenir compte de cette réalité et d'éviter d'ajouter une structure supplémentaire, **chaque réunion du G8 devrait être systématiquement précédée d'une conférence internationale chargée de l'énergie.**

6. Créer des consortiums internationaux pour l'enrichissement et le retraitement du nucléaire civil

Dans un contexte de regain d'intérêt pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à travers le monde, plusieurs propositions ont été faites, notamment par les États-Unis et par la Russie, afin de répondre à la question de la conciliation entre développement de l'énergie nucléaire civile et lutte contre la prolifération nucléaire. Compte tenu de sa place dans le paysage international du nucléaire civil et de son rôle majeur dans la lutte contre la prolifération nucléaire, **la France doit élaborer sa propre proposition de création de consortiums internationaux.** Une proposition structurée autour des trois axes : ouverture, sécurité et concurrence.

7. Renforcer la sécurité des « détroits d'intérêt mondial »

Une très grande part du pétrole consommé dans le monde transite par des détroits particulièrement vulnérables aux accidents maritimes ou aux attaques terroristes. Assurer leur sécurité est une nécessité vitale pour les pays consommateurs d'hydrocarbures. A cette fin, **il faut identifier les « détroits d'intérêt mondial »** – cette mission pouvant incomber à l'ONU – et **mettre en place des structures de coopération associant les États riverains et les pays utilisateurs de ces détroits.**

8. Créer un fonds de stabilisation contre les chocs énergétiques

Les pays les plus pauvres subissent de plein fouet les hausses des cours du pétrole. Il importe, dès lors, d'amortir les effets de ces variations par des mécanismes financiers appropriés. C'est pourquoi il est proposé de créer un **fonds de stabilisation contre les chocs énergétiques** qui serait financé notamment par les producteurs et les compagnies pétrolières.

9. Créer une contribution de solidarité pour l'accès à l'énergie

L'accès à l'énergie est la condition même du développement économique et social des pays les plus pauvres. C'est pourquoi il est proposé la création d'un **fonds pour l'accès à l'énergie et la diversification énergétique par les transferts de technologies** pour développer les réseaux dans les pays les plus pauvres et encourager l'utilisation des énergies renouvelables ; ce fonds serait, en partie, alimenté par **une contribution de solidarité** sur les carburants.

4

LA GUERRE DE L'ÉNERGIE N'EST PAS UNE FATALITÉ en 10 questions / réponses

1. La Chine et l'Inde vont-elles épuiser les ressources énergétiques de la planète ?

Un Chinois consomme une tonne équivalent pétrole par an, contre quatre pour un Européen et huit pour un Américain. Si les Chinois étaient motorisés au même degré que les Européens, ils consommeraient à eux seuls 17 millions de barils de pétrole par jour, soit la production du Moyen Orient, ce qui serait impossible... (...) Toute la difficulté de la situation actuelle vient de ce que le scénario d'une Chine adoptant des habitudes de consommation occidentales n'est pas tenable.

[Chapitre Ier, Titre II, La sécurité énergétique internationale est-elle durablement menacée ?]

Actuellement, la consommation énergétique primaire indienne fait appel pour 54 % au charbon, 33 % au pétrole, 8 % au gaz naturel, 4 % à l'hydroélectricité et 1 % au nucléaire. Elle représentait un total de près de 300 millions de tonnes équivalent pétrole en 2001-2002 ; les projections pour 2020 s'établissent entre 530 et 826 millions de tonnes équivalent pétrole.

[Chapitre II, Titre IV, L'Asie : des besoins gigantesques, des stratégies concurrentes ?]

2. Info ou Intox : faut-il avoir peur de la Russie ?

Réelle, la puissance énergétique de la Russie ne saurait faire oublier quelques évidences qui reposent, non sur des discours, mais sur des faits : la Russie a au moins autant besoin de ses partenaires que ses partenaires ont besoin d'elle. La Russie est donc un géant énergétique ...mais elle est un géant aux pieds d'argile, qui a un besoin crucial de la communauté internationale pour valoriser et exporter son patrimoine énergétique, condition de sa stabilité intérieure.

[Chapitre II, Titre II, La Russie : producteur puissant ou partenaire fiable ?]

3. L'Amérique doit-elle rester le gendarme énergétique du monde ?

Les Etats-Unis se présentent comme une puissance énergétique magnanime, garante de la fluidité des flux énergétiques internationaux pour l'ensemble de la communauté internationale. (...) La défense des voies de communication maritimes et la fourniture d'une assistance militaire à des partenaires dans les pays fournisseurs de pétrole coûte aux Etats-Unis 50 milliards de dollars par an (...)

La moitié de la consommation pétrolière quotidienne transite par les canaux et détroits à travers le monde. (...) La question du passage par les détroits devient plus que jamais cruciale. Des risques terroristes pèsent réellement sur la sécurité du détroit. (...) Plusieurs actes terroristes ont déjà été recensés au large des côtes yéménites (...) Malacca, Ormuz et Bab-el-Mandeb nécessitent une protection particulière contre le terrorisme par les forces armées.

Les Etats-Unis ont systématiquement négocié l'obtention de bases militaires pour garantir la protection des principales infrastructures de la région Caspienne, du Moyen Orient, du Golfe de Guinée et de l'Amérique latine. (...) La marine américaine est véritablement devenue la garante de la libre circulation sur les voies de navigation mondiales. Elle a un rôle particulier à jouer dans la défense des goulots d'étranglement, au niveau desquels l'approvisionnement en pétrole peut être facilement interrompu à la suite d'une action militaire hostile, voire même de raids de terroristes ou de pirates. (...)

Les Américains sont devenus, qu'ils le veuillent ou non, et que nous le voulions ou non, les garants de la sécurité énergétique de la planète parce qu'il en va de la stabilité du monde.

[Chapitre Ier, Titre II, La sécurité énergétique internationale est-elle durablement menacée ? et Chapitre II, Titre VI : les Etats-Unis doivent-ils rester le gendarme énergétique du monde ?]

4. Les multinationales pétrolières sont-elles si puissantes ?

Dans le contexte actuel de demande soutenue de pétrole, les multinationales, malgré leurs performances financières, peinent à augmenter substantiellement leur production. Les réserves d'hydrocarbures, concentrées dans un nombre limité de pays, sont principalement aux mains des compagnies nationales des Etats producteurs avec un écart significatif entre NIOC (la compagnie pétrolière nationale iranienne), au premier rang mondial avec 370 milliards de barils équivalents pétrole (bep), et Exxon Mobil dont les 22,5 milliards de bep la placent au 14^{ème} rang mondial.

[Chapitre Ier, Titre III, Les multinationales sont-elles les « maîtres de l'énergie »?]

5. Pays producteurs / pays consommateurs : les plus dépendants sont-ils vraiment ceux que l'on croit ?

L'augmentation du prix du pétrole entre 2002 et 2005 n'a représenté que 1,24 % du PIB mondial, mais 33,2 % du PIB des exportateurs de pétrole. Les revenus provenant de l'exportation des pays de l'OPEP auraient augmenté de 43 % entre 2004 et 2005 (...)

Si les gros consommateurs d'hydrocarbures se plaignent de leur dépendance vis-à-vis des pays producteurs, et en particulier du Moyen-Orient, les pays exportateurs sont quant à eux dépendants des recettes pétrolières.

[Chapitre II, Titre I, Le Moyen-Orient : des Etats fragiles peuvent-ils rester les fournisseurs du monde ?]

Au Venezuela, le budget de l'Etat connaît un niveau de recettes record. En effet, celles-ci ont été quasiment multipliées par deux entre 2004 et 2006, passant de 24 % du PIB à 26,6 % en 2005 et probablement 36 % en 2006 (soit de 27 à 45 milliards de dollars). Cette progression est liée pour partie à une augmentation sensible des recettes fiscales pétrolières. L'activité pétrolière est le pilier de l'économie vénézuélienne, assurant plus de la moitié des recettes de l'Etat et environ 85 % des exportations. Grâce à l'augmentation des cours du brut, l'économie a enregistré une croissance inédite de 17,3 % en 2004 (...) Le Venezuela constitue un exemple caractéristique du « syndrome hollandais », à savoir un abandon des activités productives traditionnelles (café, cacao, élevage) et une dépendance croissante à l'égard des importations.

[Chapitre II, Titre III, L'énergie : la nouvelle arme politique de l'Amérique latine ?]

6. La Chine en Afrique ?

En 2004, les exportations de la Chine vers l'Afrique ont augmenté de 36 % pour un montant de 13,6 milliards de dollars et les importations de 81 % pour 15,6 milliards de dollars. En 2004, la Chine est devenue le deuxième fournisseur de l'Afrique subsaharienne avec 9,4 % de part de marché derrière l'Allemagne (9,8 %) et devant la France (8,7 %).

Les sociétés chinoises, qu'elles interviennent dans le domaine des hydrocarbures ou dans l'extraction de minerais, ne font guère d'efforts pour respecter l'environnement, alors que les compagnies occidentales s'engagent de plus en plus en ce domaine, sous la pression des ONG et des opinions publiques.

[Chapitre II, Titre V,
L'Afrique : un continent enfin stratégique ?]

7. Sommes-nous tous égaux devant la menace climatique ?

Parce qu'ils manquent des infrastructures et des ressources nécessaires, les pays en voie de développement sont les plus exposés aux risques environnementaux qui découlent des dérèglements du climat. Alors même que ces pays ne sont que de très faibles émetteurs de gaz à effet de serre ! A titre d'exemple, un habitant du continent africain ne contribue qu'à l'émission de 0,24 tonne de carbone (t C) contre 5,37 t C pour un Américain et 2,09 t C pour un Européen. L'écart de développement et l'accès limité à l'énergie expliquent largement cette différence. Or, dans le même temps, le continent africain supporte une part disproportionnée des coûts associés aux changements climatiques ».

[Chapitre I^{er}, Titre I^{er} , La crise de l'énergie :
la nouvelle donne énergétique]

8. L'Europe de l'énergie : un vœu pieux ?

L'Europe est-elle aujourd'hui prête pour une véritable politique énergétique qui ne s'attacherait pas seulement à des questions de construction de réseaux ou de dérégulation des marchés du gaz et de l'électricité ?

(...) La prise de décision à l'unanimité bloque toute avancée réelle en matière de rapprochement des systèmes fiscaux nationaux. Les délais de prise de décision sont considérables, et les consensus, lorsqu'ils existent, n'interviennent qu'à minima. (...) Le faible niveau de taxation du diesel commercial (ou diesel routier) en vigueur au Luxembourg incite ainsi les transporteurs routiers à se ravitailler au Grand Duché plutôt qu'en Allemagne ou en France. Alors que la consommation par habitant est inférieure à 750 litres par an dans les autres Etats membres, elle dépasse 4 200 litres au Luxembourg !

[Chapitre II, Titre VII ,
L'Union européenne : priorité à l'énergie]

9. L'énergie est-elle devenue la nouvelle arme politique anti-impérialiste ?

Dans un entretien paru le 2 octobre 2005 dans le journal argentin Clarin, Hugo Chavez ne cachait pas ses intentions : « Au Venezuela, nous avons une importante carte pétrolière à jouer sur l'échiquier géopolitique, et nous allons clairement la mettre sur la table dans la processus d'intégration régionale » ; et d'ajouter qu'il utilisera cette carte pour « jouer dur contre les joueurs les plus durs du monde : les Etats-Unis ».

(...)

Le Président Chavez, que Fidel Castro présente comme son fils spirituel, entend promouvoir la révolution bolivarienne au-delà des frontières vénézuéliennes et s'imposer comme le porte-parole de l'anti-impérialisme et de la résistance aux Etats-Unis.

[Chapitre II, Titre III ,L'Amérique du Sud :
une nouvelle arme politique, l'énergie]

10. Pourquoi est-il urgent de réduire la fracture énergétique ?

On doit malheureusement constater que les revenus considérables tirés du pétrole n'ont pas assuré le développement des pays africains producteurs d'hydrocarbures. Le gaspillage, les détournements, les conséquences négatives de l'effet de rente ont maintenu ces sociétés dans une grande précarité.

(...)

Comment peut-on espérer éduquer correctement des enfants ou former des adultes s'ils ne peuvent étudier après la tombée de la nuit faute d'électricité pour s'éclairer ? Comment peut-on améliorer les conditions sanitaires, produire de manière fiable si l'on est dépendant d'une production électrique de mauvaise qualité, erratique et coûteuse ?

[Chapitre II, Titre V ,
L'Afrique : un continent enfin stratégique ?]

5

LA MISSION D'INFORMATION PARLEMENTAIRE « ÉNERGIE ET GÉOPOLITIQUE »

COMPOSITION

Président : M. Paul Quilès (SOC)
Rapporteur : M. Jean-Jacques Guillet (UMP)

Membres :

M. René André (UMP)
M. Jean-Louis Bianco (SOC)
M. Philippe Cochet (UMP)
M. Jacques Godfrain (UMP)
M. Pierre Goldberg (CR)
M. François Guillaume (UMP)
M. Jean-Pierre Kucheida (SOC)
M. François Loncle (SOC)
M. Axel Poniatowski (UMP)
M. Daniel Poulou (UMP)
M. Eric Raoult (UMP)
Mme Chantal Robin-Rodrigo (App. SOC)
M. Rudy Salles (UDF)
M. Henri Sicre (SOC)

LA MISSION D'INFORMATION EN CHIFFRES

- ✓ **16** membres
- ✓ **10** mois de travaux
- ✓ **16** réunions plénières
- ✓ **15** déplacements à l'étranger
- ✓ **255** personnes auditionnées

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PERSONNALITÉS ENTENDUES

1) Par la mission d'information

- M. Dominique Maillard, directeur général à la direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
- M. Jean-Marie Chevalier, directeur du Centre de géopolitique et d'énergie – Paris Dauphine
- M. Jean-François Cirelli, président-directeur général de Gaz de France
- M. Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie
- M. Pierre Noël, responsable des études sur l'énergie à l'Institut français des relations internationales (IFRI)
- M. Olivier Appert, président de l'Institut français du pétrole
- M. Christophe-Alexandre Paillard, chef du bureau Prospective technologique et industrielle à la délégation pour les affaires stratégiques du ministère de la Défense
- Mme Valérie Niquet, directeur du centre Asie à l'IFRI
- M. Bruno Weymuller, membre du comité exécutif, directeur stratégie évaluation des risques de Total
- M. Pierre Gadonneix, président-directeur général d'Electricité de France
- M. Thierry Desmarest, président-directeur général de Total
- M. Jean-Christophe Victor, directeur du Laboratoire d'études politiques et cartographique (LEPAC), auteur du magazine de géopolitique « le dessous des cartes », accompagné de M. Mathias Strobel
- Mme Anne Lauvergeon, présidente du directoire d'AREVA

2) Par le Président ou le Rapporteur

- M. Tim Osborne, président du groupe Menatep
- M. Hervé Pouliquen, chargé de mission énergie au Centre d'analyse stratégique
- M. Yves Cochet, député
- M. Pierre Boisson, ingénieur général des mines
- M. Bernard Faubournet de Montferrand, ancien ambassadeur de France à Tokyo
- M. Jean-Marc Jancovici, ingénieur conseil
- M. Jacques de Naurois, directeur des relations institutionnelles de Total
- M. André Antolini, président du syndicat des énergies renouvelables, et M. Philippe Chartier, conseiller stratégie et recherche
- M. Jean-Marie Dager, directeur général délégué, responsable de la branche « approvisionnement et production » de Gaz de France

**TABLEAU RÉCAPITULATIF DES DÉPLACEMENTS EFFECTUÉS
(PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE)**

Destination	Participants	Date
Kazakhstan	Jean-Louis Bianco	16-19 avril 2006
Bruxelles	Jean-Jacques Guillet	17 mai 2006
Finlande	Jean-Jacques Guillet, François Loncle	18-19 mai 2006
Norvège	Jean-Jacques Guillet	22-23 mai 2006
Russie	René André, Jean-Louis Bianco	11-14 juin 2006
Etats-Unis	Paul Quilès	18-24 juin 2006
Algérie	Jean-Jacques Guillet	4-5 juillet 2006
Japon	Jean-Jacques Guillet	8-13 juillet 2006
Bolivie, Venezuela, Brésil	Philippe Cochet, Pierre Goldberg	16-26 juillet 2006
Gabon	Henri Sicre	10-14 septembre 2006
Iran	Axel Poniatowski, François Loncle	12-15 septembre 2006
Inde	Jean-Jacques Guillet	19-22 septembre 2006
Bruxelles	Jean-Jacques Guillet	5 octobre 2006

6

ÉNERGIE ET GÉOPOLITIQUE

DONNÉES DE BASE SUR L'ÉNERGIE DANS LE MONDE



- ✓ Les réserves
- ✓ La production
- ✓ La consommation
- ✓ Les prix du pétrole
- ✓ Les routes de l'énergie

LES RESERVES

LES RÉSERVES ÉNERGÉTIQUES DANS LE MONDE

(en %)

Région du monde	Pétrole brut Réserves prouvées (au 1 ^{er} janvier 2004)	Gaz naturel (au 1 ^{er} janvier 2003)	Charbon (au 1 ^{er} janvier 2000)
Afrique	9,1	7,6	6,7
Amérique du Nord	7,5	4,6	25,5
Amérique du Sud	9,3	4,5	2,1
Extrême-Orient et Océanie	3,6	8,1	31,2
Europe	2,8	3,7	10,3
Ex-URSS	4,9	35,5	22,4
Moyen-Orient	64,9	36	1,1
Total	100,0	100,0	100,0
Total (en milliards de tep)	140	143	510
Total (en années de consommation, au rythme actuel)	entre 35 et 42 ⁽¹⁾	entre 64 et 73	entre 164 et 200

(1) Le ratio « réserves de pétrole sur production » s'établissait fin 1999 à onze années pour les pays de l'OCDE et à quatre-vingt-sept années pour le Proche-Orient. Il dépassait cent en Irak, au Koweït et aux Emirats Arabes Unis.

Source : ministère de l'économie, des finances et de l'énergie.

En partant des gisements découverts, on extrapole différentes valeurs sur les **réserves de pétrole restant à découvrir** ⁽¹⁾ :

- la première, appelée **réserves prouvées**, est la quantité de pétrole qui sera exploitée avec les moyens actuels avec une probabilité d'au moins 90 % ;
- la deuxième, appelée **réserves probables**, est la quantité de pétrole qui sera produite, mais avec une probabilité de 50 % au minimum ;
- la troisième, appelée **réserves possibles**, est la quantité de pétrole très hypothétiquement produite, si le prix de vente augmente de façon à absorber les coûts d'extraction qui seront très élevés, avec une probabilité pouvant aller jusqu'à seulement 5 %.

Il existe, par ailleurs, des ressources de **pétrole dit non conventionnel**. Il s'agit par exemple de pétrole dense, fortement visqueux et qu'il faut rendre plus fluide et plus léger pour le produire en quantités suffisantes et économiquement rentables. Il existe ainsi de grandes quantités de bruts extra-lourds au Venezuela et de sables asphaltiques au Canada représentant un potentiel pratiquement équivalent aux actuelles réserves de pétrole conventionnel du Moyen-Orient. Même si leur extraction n'est pas toujours très aisée, leur exploitation a déjà commencé sur certaines zones.

(1) Les définitions sont disponibles sur le site de l'Institut français du pétrole.

LA PRODUCTION

LA PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT DANS LE MONDE PAR ZONE

(en %)

	1973	2004
Pays de l'OCDE ⁽¹⁾	23,6	25,5
Moyen-Orient	37,0	30,3
Ex-URSS	15,0	14,3
Pays d'Europe hors OCDE	0,7	0,2
Chine	1,9	4,5
Asie hors Chine	3,2	4,8
Amérique du Sud	8,6	8,8
Afrique	10,0	11,6
Total	100,0	100,0
Total (en millions de tonnes)	2 867	3 888

(1) Les Etats membres de l'OCDE sont : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Turquie.

Source : agence internationale de l'énergie.

LA PRODUCTION DE GAZ DANS LE MONDE PAR ZONE

(en %)

	1973	2004
Pays de l'OCDE	71,4	40,3
Moyen-Orient	2,1	10,0
Ex-URSS	19,7	28,1
Pays d'Europe hors OCDE	2,6	0,6
Chine	0,4	1,7
Asie hors Chine	1,0	9,1
Amérique du Sud	2,0	4,7
Afrique	0,8	5,5
Total	100,0	100,0
Total (en milliards de mètres cubes)	1 226	2 794

Source : agence internationale de l'énergie.

LA PRODUCTION DE HOUILLE DANS LE MONDE PAR ZONE

(en %)

	1973	2004
Pays de l'OCDE	50,1	31,3
Moyen-Orient	–	–
Ex-URSS	22,8	7,7
Pays d'Europe hors OCDE	0,4	0,1
Chine	18,6	42,3
Asie hors Chine	4,8	11,9
Amérique du Sud	0,3	1,5
Afrique	3,0	5,3
Total	100,0	100,0
Total (en millions de tonnes)	2 237	4 629

Source : agence internationale de l'énergie.

LA PRODUCTION D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE DANS LE MONDE PAR ZONE

(en %)

	1973	2003
Pays de l'OCDE	92,8	84,4
Moyen-Orient	–	–
Ex-URSS	5,9	9,5
Pays d'Europe hors OCDE	–	1,0
Asie hors Chine	1,3	2,2
Chine		
Amérique du Sud	–	2,9
Afrique		
Total	100,0	100,0
Total (en MWh)	203	2 635

Source : agence internationale de l'énergie.

LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ ⁽¹⁾ DANS LE MONDE EN 2000

Energies primaires	Parts dans la production (en %)
Charbon	39
Energies renouvelables, dont :	19
– hydraulique ⁽²⁾	17
– solaire, éolien, géothermie, biomasse	2
Gaz naturel	17
Nucléaire ⁽³⁾	17
Pétrole	8

(1) L'électricité n'est pas une énergie primaire, puisqu'elle est produite par la transformation d'une autre énergie.

(2) La part de l'hydroélectricité dans la production totale d'énergie atteint 25 % en Amérique du Sud, dépasse 30 % au Brésil, au Pérou, en Suède, en Islande et atteint 69 % en Norvège.

(3) 78 % de l'électricité consommée en France est produite par des centrales nucléaires.

Source : agence internationale de l'énergie.

LA CONSOMMATION

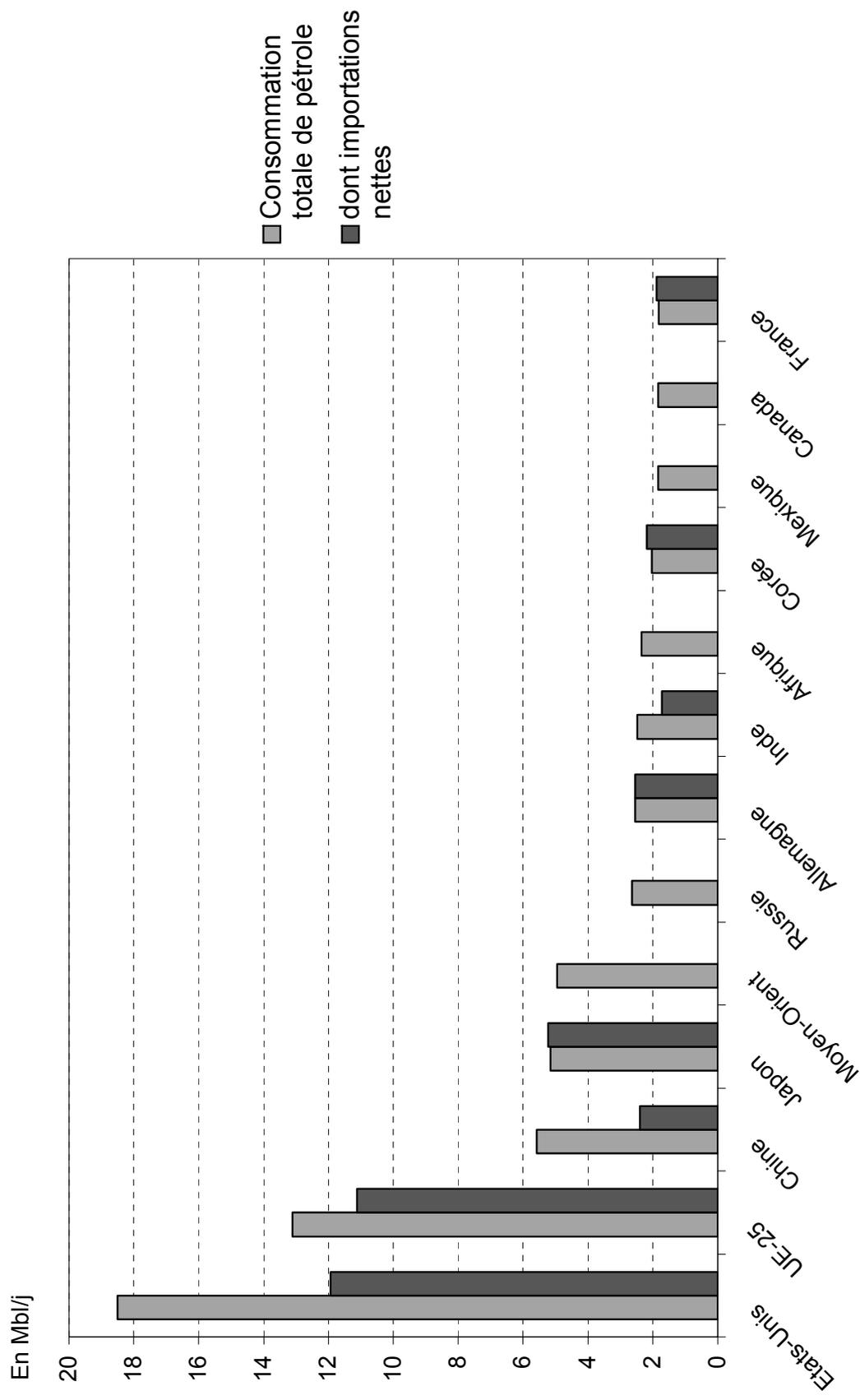
LA CONSOMMATION FINALE D'ÉNERGIE DANS LE MONDE PAR ZONE

(en %)

	1973	2003
Pays de l'OCDE	61,7	51,5
Moyen-Orient	0,9	4,0
Ex-URSS	12,8	8,5
Pays d'Europe hors OCDE	1,5	0,9
Chine	8,0	12,3
Asie hors Chine	7,1	12,1
Amérique du Sud	3,8	5,0
Afrique	4,2	5,7
Total	100,0	100,0
Total (en millions de tep)	4 606	7 287

Source : agence internationale de l'énergie.

CONSOMMATION DE PÉTROLE DANS QUELQUES PAYS ET RÉGIONS EN 2003



Consommation considérée = 89% de la consommation mondiale

Source : ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.

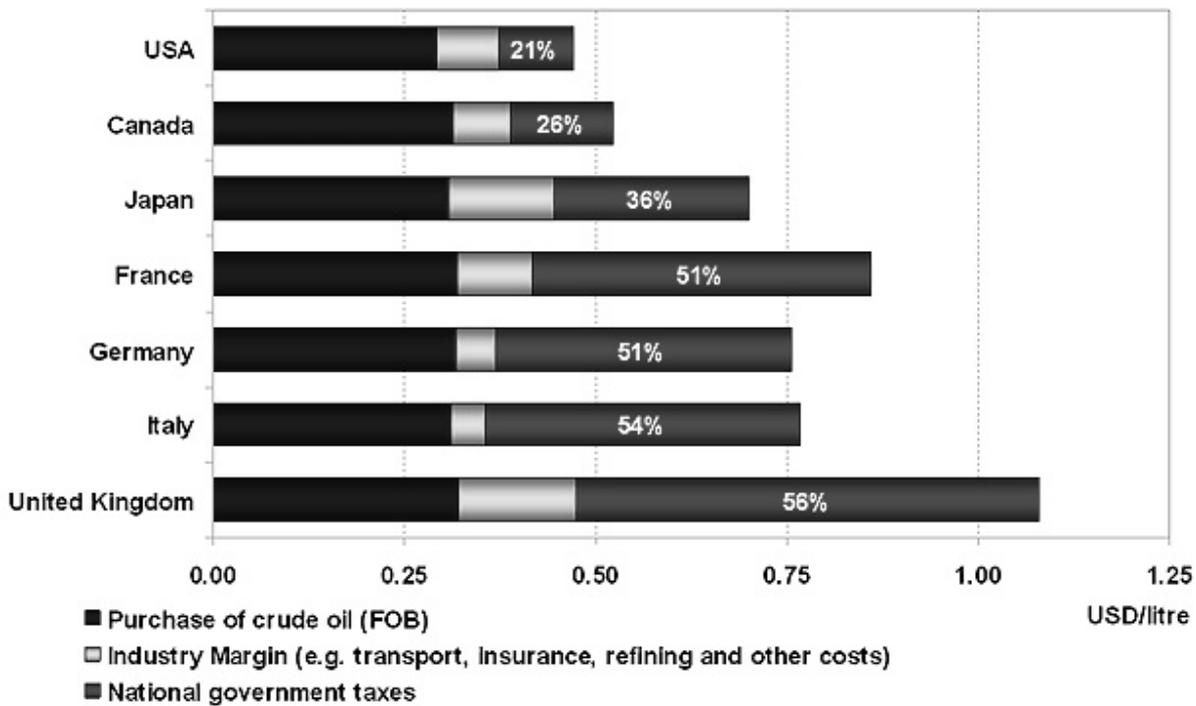
LES PRIX DU PETROLE

COMPOSITION DU PRIX D'UN LITRE D'ESSENCE DANS LES PAYS DU G7

(en dollar américain par litre)

Who gets what from a litre of oil in the G7?

2005



Source: OPEC Research Division, 2006; IEA - Energy Prices & Taxes, Energy Détente, Oil Bulletin Petrolier.

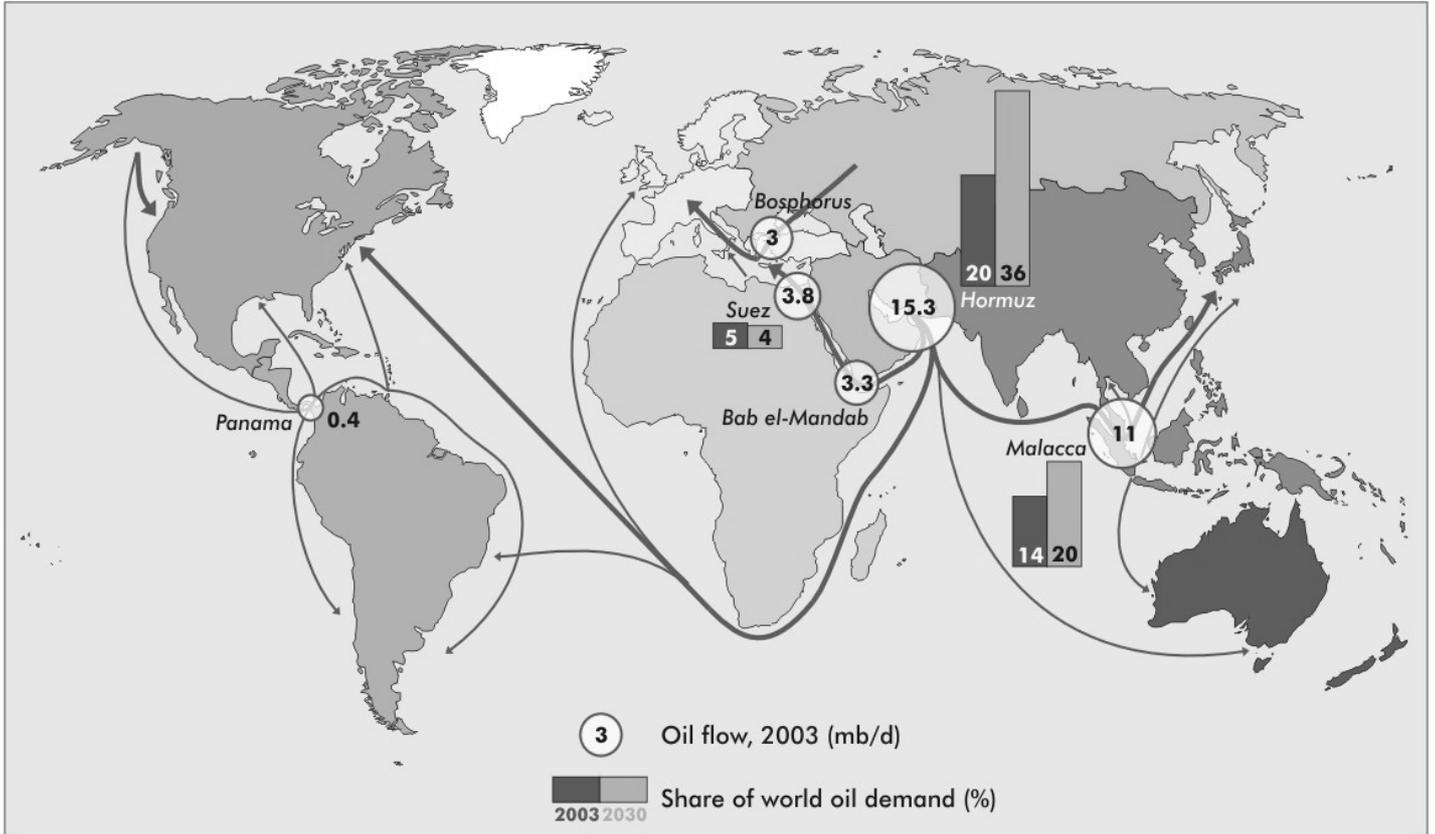
NB : Purchase of crude oil : *achat du pétrole brut*

Industry Margin (e.g. transport, insurance, refining and other costs) : *marge de l'industrie (transport, assurance, raffinage et autres coûts)*

National government taxes : *taxes gouvernementales nationales*

LES ROUTES DE L'ENERGIE

FLUX DE PÉTROLE ET PRINCIPAUX GOULETS D'ÉTRANGLEMENT : LES DÉTROITS STRATÉGIQUES



NB : Oil flow : *flux pétrolier, en millions de barils par jour.*

Share of world oil demand : *part de la demande pétrolière mondiale*

Source : *Institut français du pétrole.*



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité

La Commission des Affaires étrangères, présidée par M. Edouard Balladur, a examiné mercredi 29 novembre 2006 le rapport de la mission d'information « Energie et géopolitique » présidée par M. Paul Quilès (PS) et dont le rapporteur est M. Jean-Jacques Guillet (UMP).

Au terme de dix mois de travail et 255 auditions menées par 16 députés dans 14 pays, le rapport présente une réflexion inédite sur la crise de l'énergie analysée sous l'angle géopolitique à travers une série de questions telles que : les multinationales sont-elles encore les maîtres de l'énergie ? quelles sont les vraies énergies d'avenir ? l'Amérique va-t-elle rester le gendarme énergétique du monde ? faut-il avoir peur de la Russie ou de la Chine ? l'Europe est-elle condamnée à l'impuissance ?

En privilégiant une double approche thématique et géographique, continent par continent, la mission d'information conclut au caractère global et durable de la crise énergétique, et tire les conséquences de la nouvelle donne énergétique sur l'évolution des relations internationales. Dans un contexte d'interdépendance énergétique, y a-t-il d'autre choix que celui de la coopération entre les Etats pour assurer la sécurité énergétique internationale ? Les tensions et conflits liés à l'énergie vont-ils dégénérer en guerres ? Au contraire, la mondialisation de la crise énergétique peut-elle renforcer la coopération internationale ?

La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité. Pour prévenir les risques de conflits liés à l'énergie, la mission propose un plan d'action qui pourrait servir de fondement à la contribution de la France à la « paix énergétique ».

Contact : secrétariat de la commission des affaires étrangères

Tél : 01 40 63 42 06 / 42 36 - Fax : 01 40 63 42 97

Courriel : dbotta@assemblee-nationale.fr ; igonzaless@assemblee-nationale.fr